

Les normes ne protègent que la santé des industriels et éliminent les paysan.ne.s

Parce que nous refusons la politique agricole européenne et de l'État français qui détruit la confiance entre producteurs.trices et consommateurs.trices et qui y substitue des normes et des contrôles

Parce que nous refusons l'élimination des petites fermes au profit des exploitations industrielles

Parce que nous refusons de subir seul.es sur nos fermes la violence de l'administration

Parce que nous n'oublions pas le meurtre de Jérôme Laronze



Jérôme Laronze, éleveur de vaches charolaises en Saône-et-Loire, a été abattu le 20 mai 2017 par les gendarmes. Le meurtre dont il est la victime rend la destruction des paysan.ne.s plus visible que jamais.

En l'espace de 5 ans, Jérôme avait subi 12 contrôles de diverses instances administratives agricoles, des pénalités, des menaces de saisie du troupeau... Cette répression visait à le « mettre aux normes », lui qui refusait de répondre aux injonctions de traçabilité (bouclage des animaux, bordereau de circulation, prophylaxie, etc...). La pression croissante a franchi un seuil en 2016, car les services vétérinaires font désormais appel aux gendarmes à chaque visite pour effectuer leurs contrôles coûte que coûte.

Le 11 mai 2017, deux contrôleurs et quatre militaires en armes se sont présentés à la ferme pour un contrôle. Pris au dépourvu, Jérôme Laronze a pris la fuite, fuite qui se pose comme un ultime recours dans une lutte de plusieurs années pour dénoncer les agissements de l'administration.

Jérôme Laronze avait écrit : *L'hyper administration n'apporte rien aux agriculteurs, sinon de l'humiliation et des brimades. Cela ne rapporte qu'aux marchands et aux intermédiaires. Mon cas est anecdotique, mais il illustre l'ultra-réglementation qui conduit à une destruction des paysans.*

Refusons le système normatif qui tente de nous éliminer !

Les pressions administratives agricoles qui consistent à certifier, normer, contrôler et labelliser à outrance les productions agricoles constituent une violence totale et permanente pour les agriculteurs.trices, qui sont automatiquement mis en situation de culpabilité . De nombreux autres cas de harcèlements ont été découverts depuis la mort de Jérôme Laronze. Nous ne voulons plus subir les violences de l'administration seul.es sur nos fermes.

L'ultra-réglementation dont il est question s'appuie sur des normes sanitaires et environnementales dont le nombre a explosé depuis vingt ans. Elles prétendent répondre aux problèmes actuels que sont la santé publique et la protection de l'environnement. Mais ces promesses toujours déçues, masquent l'objectif réel. La gestion par les normes ne sert qu'à écrémer la population agricole pour concentrer la production et les profits entre quelques mains.

Si la dégradation de notre environnement et de notre santé sont incontestables, les normes n'ont démontré ni leur nécessité, ni leur efficacité : aucune étude ne démontre le risque supposé des pratiques paysannes ; aucun protocole industriel n'a empêché la vache folle, les algues vertes ou les lasagnes de cheval. Bien au contraire, l'industrialisation de l'agriculture s'est accompagnée de l'usage massif de produits toxiques pour la nature en général et pour les humains en particulier. La dégradation de nos conditions de vie est intimement liée au développement du modèle productiviste.

Luttons ensemble pour exister

Il est temps de mettre fin à cette politique mortifère. Beaucoup d'entre nous refusent de se soumettre aux injonctions de l'État. Autant d'actes de résistance nécessaires, mais difficiles à assumer seul, face à une administration répressive et une justice de classe. Le meurtre de Jérôme sonne comme un avertissement : isolés, nous disparaîtrons tôt ou tard, sous les normes ou sous les balles. **Seul un mouvement collectif permettra d'enrayer la machine qui nous broie. L'exemple de la dynamique d'installations collectives en milieu rural à Notre-Dame-des-Landes est à défendre et à diffuser partout dans les campagnes comme une alternative crédible au modèle agricole individuel sur des fermes démesurées.**

Le syndicalisme de cogestion comme unique moyen d'action a montré ses limites. Sortons de l'hypocrisie, il n'y a pas grand-chose à négocier avec l'État français et son avatar européen qui organisent la concentration des productions et les rentes de situation pour les empires agroalimentaires. **Il faut les empêcher de nuire par la désobéissance collective et l'action directe.**

À l'instar de la lutte contre le puçage des brebis (encore vivante dans certains départements, dont le 04 ! mais aussi le Tarn...), il nous faut rétablir un rapport de force avec l'administration en organisant une présence collective sur les fermes lors des contrôles. Cette présence a le mérite de rompre avec l'humiliation, le sentiment d'impuissance et d'isolement des paysan.ne.s contrôlé.e.s. Avec l'objectif d'aller ensuite plus loin, par exemple en **refusant les contrôles collectivement tout en s'assurant qu'aucune sanction n'en résulte.**

Des collectifs d'agriculteurs.trices des Alpes du Sud contre les normes administratives et industrielles

Pour rejoindre le mouvement, participer aux rassemblements et organiser la résistance, contactez-nous à l'adresse suivante : hors.norme.alpes.sud@riseup.net